

Un accord préélectoral PS-MR à Bruxelles-Ville

- ▶ Les élections communales d'octobre 2018 donneront lieu à autant de duels pour le leadership en Wallonie et à Bruxelles.
- ▶ A Bruxelles-Ville, rouges et bleus veulent se relancer pour six ans.
- ▶ Tour d'horizon.

Les communales d'octobre 2018 seront le théâtre d'une série de duels pour le leadership et la constitution de majorités dominantes. A deux ans de l'échéance, nous effectuons ici un petit tour d'horizon, épinglant les grands combats qui s'annoncent en Wallonie et à Bruxelles. Un tour d'horizon qui, paradoxalement, commence par un préaccord. A Bruxelles-Ville.

Où l'alliance PS-MR, expliquée à bonnes sources, est appelée à se prolonger. Rouges et bleus se sont engagés à reproduire la coalition violette constituée en 2012 sous la houlette d'Yvan Mayeur et Alain Courtois, bourgmestre socialiste et Premier échevin libéral-réformateur. On précise : « *Ne parlons pas de préaccord formel, sur papier, et l'on sait d'ailleurs que cela - il y a eu des précédents dans notre histoire politique- ne représente pas forcément une garantie, mais la parole donnée, c'est la parole donnée et, oui, nous sommes convenus de travailler ensemble au-delà d'octobre 2018* ». Clair.

L'idée maîtresse est la suivante : il faudra plus d'une législature pour mener à bien les « grands travaux » entrepris dans la capitale ou pilotés depuis l'Hôtel de Ville numero uno de la Région bruxelloise : le piétonnier, le plan de mobilité, le centre administratif, l'hôtel de police, sans

parler du grand stade... « *On a pris les risques, on a fait le boulot, on ne va quand même pas laisser une autre équipe couper les rubans ! La majorité PS-MR se projette sur douze ans* ».

Reste à... gagner les élections. Pas un détail. Rouges et bleus bruxellois ont beau s'être promis de repartir ensemble, il faudra pour cela que le rapport de forces, le soir du 14 octobre 2018, leur soit favorable afin de réunir une majorité au conseil communal. Une majorité violette idéalement, on l'a dit. Eventuellement teintée d'amarante, confie-t-on, évoquant un élargissement de la coalition, qui intégrerait Défi, ex-FDF, emmené à Bruxelles-Ville par son chef de groupe, Fabian Maingain, fils d'Olivier Maingain.

Ne pas oublier Milquet

Ces plans et projets, disait-on, ont beau être fermes et partagés par les principaux intéressés, ils restent théoriques. Aucune élection n'est jouée d'avance, certainement pas à Bruxelles-Ville. Où l'on va assister à une bataille acharnée entre Yvan Mayeur, Alain Courtois et... Joëlle Milquet. Sauf nouvelle tuile judiciaire, l'ancienne présidente-fondatrice du CDH, vice-Première, ministre de l'Éducation, sera tête de liste centriste-humaniste dans cette commune stratégique de la Région-Capitale (« *Un Etat dans l'Etat* », comme certains la surnomment). Le président du parti Benoît Lutgen l'a affirmé en personne. Et, après une retraite stratégique (et forcée) de plus d'un an, Joëlle Milquet a passé le message récemment : « *Je reviens en politique* ». Inutile de dire que la

tentative de briser la majorité violette, constituée en 2012 à ses dépens (son éviction par le PS d'Yvan Mayeur et Freddy Thielemans avait provoqué, en représailles, le renversement de Philippe Moureaux à Molenbeek, où le CDH avait basculé en faveur d'une alliance avec le MR et Ecolo) est son objectif. On n'y est pas.

L'on pressent une campagne électorale endiablée. Au centre du jeu, le « duel » Milquet/Mayeur est annoncé : la première avait obtenu 5.040 voix de préférence aux communales de 2012 (comme tête de liste), contre 2.662 pour le second (troisième de liste à l'époque). Au total, le PS avait décroché 16 sièges au conseil communal, pour 9 au MR, 9 au CDH, 5 à Ecolo, 2 au FDF, sans compter les élus flamands (dans la majorité, SP.A et VLD occupent chacun 2 sièges). Quid de l'« effet piétonnier », projet phare de l'administration communale en place, dont Yvan Mayeur est le maître d'œuvre ?

Ceci enfin : si rouges et des bleus nous confirment leur volonté de se relancer pour une nouvelle législature, les mêmes ajoutent que leur choix est bruxello-bruxellois : « *Chaque commune a sa réalité, il n'y a pas de liens, de stratégie globale* ». Côté socialiste, on raisonne : « *Les régionales et législatives auront lieu dans la foulée, quelques mois après les communales, et donner le sentiment que l'on privilégie les alliances à droite avec le MR, ce serait un mauvais signal avant la grande campagne de 2019* ». ■

ANN-CHARLOTTE BERSIPONT
DAVID COPPI



MOLENBEEK

Six ans plus tard, un nouveau duel Moureaux-Schepmans se profile

A Molenbeek, on peut s'attendre, en 2018, à un duel Moureaux-Schepmans. Du déjà vu ? En 2012, le combat entre Philippe Moureaux (Liste du bourgmestre, 5.952 voix) et Françoise Schepmans (MR, 5.358 voix) avait été serré. La seconde avait emporté le mayorat en s'alliant avec le CDH (l'éviction de Joëlle Milquet à Bruxelles-Ville avait convaincu les centristes-humanistes de recaler le PS à Molenbeek...) et Ecolo. En 2018, Philippe laisse la place à Catherine Moureaux, sa fille. Rembobinons : aux régionales de 2014, Catherine Moureaux fait un bon score, notamment dans la circonscription de Molenbeek. Elle quitte Schaerbeek pour s'y installer en 2015 et devient cheffe de file. Le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle a un nom qui pèse à Molenbeek : en 2012, la liste emmenée par son père avait recueilli 29 % des voix, contre 27 % pour le MR. Le duel annoncé - très symbolique donc - pourrait-il se transformer en duo ? Le MR fut pendant plusieurs années le partenaire du PS. Françoise Schepmans a opéré comme première échevine après 2006, sous le mayorat de Philippe Moureaux. Une « grande alliance » n'est pas à exclure dans cette commune meurtrie, et montrée du doigt, après les attentats de Paris et de Bruxelles. D'autant que, sur un autre registre, la majorité actuelle a déjà connu quelques désaccords, notamment sur l'occupation du stade local par le club de football du White Star.

A.-C. B.

NAMUR

Prévot - Tillieux, confrontation de pure forme

A la scène, ils sont partenaires au sein du gouvernement wallon. Mais à la Ville, ils s'opposent : Maxime Prévot (CDH) est bourgmestre de Namur à la tête d'une coalition « jamaïcaine » (CDH - MR - Ecolo), tandis qu'Eliane Tillieux (PS) dirige le seul groupe de l'opposition communale aux côtés de deux conseillers indépendants. Une situation héritée du scrutin, serré, de 2012 : les centristes avaient raflé 16 sièges (+3), dépassant les socialistes d'un strapontin (15 élus, statu quo).

Le jeune bourgmestre namurois, qui venait de succéder à Jacques Etienne, avait également remporté une victoire personnelle : avec 13.549 voix, il avait largement battu la tête de liste socialiste (8.246 voix). Un écart de plus de 5.000 voix confirmé deux ans plus tard à l'occasion des élections régionales. Sur le canton de Namur, Maxime Prévot avait engrangé 12.437 bulletins sur son nom, tandis que l'autre ministre sortante de la capitale wallonne plafonnait à 7.350 votes personnels.

Depuis lors, la situation ne s'est guère améliorée pour la famille socialiste. Elle a en effet enregistré quelques défections et non des moindres : Pierre-Yves Dupuis (2.747 voix), devenu conseiller communal indépendant ; Frédéric Laloux (2.282 voix) qui a quitté la vie politique, tout comme Valérie Deom (1.877 voix) ; Florence Collard (1.344 voix) et Christophe Capelle (801 voix), passés tous deux au CDH. Au total, plus de 9.000 votes se sont envolés, sans certitude d'être tous récupérés. Pour partie, ces départs sont impu-

tables à la personnalité d'Eliane Tillieux, confiant certains observateurs de la vie politique namuroise. Il est vrai que siéger dans l'opposition ne favorise pas forcément la cohésion. « Si Eliane remporte neuf ou dix sièges en 2018, elle s'en tirera bien », confie un socialiste avec lucidité.

Affaibli par ces défections et par un déficit de popularité comparé à la locomotive mayorale, Eliane Tillieux ne pourra pas rivaliser. De duel, il ne sera point question. Tout au plus le PS pourrait-il tabler sur une main tendue du CDH ou du MR pour intégrer la majorité. Mais cela semble peu probable. D'une part, parce que Maxime Prévot a joué intelligemment en confiant à Anne Barzin (MR) le poste d'échevine déléguée aux compétences mayorales. Soit le rôle de bourgmestre faisant fonction. « Le ticket fonctionne très bien car Maxime lui laisse un espace de vie », confie un collaborateur CDH. Dès lors, pourquoi changer ? De l'autre, parce que le PS, ce n'est pas la tasse de thé du mayor CDH. « La relation entre Prévot et Tillieux est exécrable, poursuit celui-ci. Pour le CDH, le PS de Tillieux se contente de sulfater la majorité et de faire de l'Onkelinx-du-pauvre, sans qu'il y ait réellement la connaissance des dossiers. »

Seules des pressions nationales, dans la perspective de l'échéance électorale suivante (les élections régionales, fédérales et européennes de 2019), pourraient éventuellement modifier cette donne. « Si c'est le cas, cela viendra d'Anne Barzin, estime encore un observateur centriste, car Maxime pèse suffisamment au sein de son parti pour ne pas se voir imposer ce choix. Or il n'a guère envie de gouverner avec ce PS-là. Tant que c'est Tillieux à la barre, les socialistes namurois sont mal barrés. »

PASCAL LORENT

MARCHE

Borsus – Collin, le choc attendu

A Marche-en-Famenne, l'ère d'André Bouchat devrait prendre fin lors des prochaines communales, même si le maire septuagénaire sera sans doute encore sur les listes CDH. Mais plus comme tête de liste. L'actuel ministre régional René Collin emmènera cette fois la liste comme la section locale l'a décidé à l'unanimité.

Que va faire André Bouchat ? *« Il faut avoir une réflexion mûrie que mon âge impose, dit-il. Mon cerveau fonctionne à 100 %, mais des pépins de santé pourraient changer la donne. »* Pour l'heure, il n'en est rien et l'homme fort de Marche devrait rester présent quelques années de plus. C'est d'ailleurs une demande forte de l'ensemble du CDH marchois, René Collin en tête.

Ancien bourgmestre d'Erezée et député provincial, ce dernier a pris encore plus d'aura avec son statut de ministre régional. Il habite Marche depuis un an et connaît bien la ville : il y a effectué ses études secondaires, puis y a implanté son bureau de député et son cabinet d'avocat.

A Marche, le CDH a une assise pour le moins costaud, avec 16 élus sur 25. Mais René Collin veut être prêt, avec un projet de qualité pour sa commune. *« Je vais m'investir dès à présent dans la constitution d'une liste forte. On est d'ailleurs déjà bien sollicités par de nouveaux candi-*

dates, y compris des jeunes. » Il entend ainsi poursuivre le travail en termes d'aménagement du territoire, de consolidation de l'hôpital, de conception de nouveaux quartiers, du développement des sports et du tourisme, du renouveau des villages, de renforcement de son pôle éducatif.

En face, Willy Borsus sera l'autre « poids lourd » local. Bourgmestre de la commune voisine de Somme-Leuze durant vingt ans, il est lui aussi devenu ministre, mais au Fédéral. Il lui reste à se domicilier à Marche pour *« la fin d'année »*, dit-il. Car il sera tête de liste des libéraux. *« J'ai eu des discussions avec les élus MR actuels, c'est une démarche normale, et le choix est clair. »*

Le libéral sait qu'au niveau local, *« les citoyens choisissent des personnes, une équipe et son projet, et très peu une ligne politique. Je viens sans tambour ni trompette, et je me mets à la disposition des citoyens. »* Il sait que le MR est très peu représenté à Marche, avec seulement 3 élus pour 6 au PS et 16 au CDH. Le défi à relever est énorme. *« La commune, et surtout la ville, a grandi fortement. Il y a un vrai enjeu pour réussir une nouvelle croissance. »*

L'homme pointe le développement économique, mais constate *« qu'il y a 1.000 personnes au chômage, un commerce intra muros qui doit se battre, une mobilité autour du boulevard urbain qui est un échec. »* Voilà déjà de quoi pimenter la future campagne.

JEAN-LUC BODEUX

TOURNAI

Marghem-Demotte, le mariage consumé

Sur papier glacé, ce couple-là faisait presque rêver. Rudy Demotte (PS) et Marie-Christine Marghem (MR), main dans la main pour diriger Tournai. Eloignée des centres de décisions, la ville voyait arriver à son chevet rien de moins qu'un ministre-président wallon et une ministrable en puissance, entrée au Gouvernement fédéral en 2014. Quatre ans plus tard, la lune de miel est terminée. Le couple ne fait pas (encore) chambre à part, leurs relations restent même « cordiales » nous dit-on, mais la méfiance a rongé la majorité PS-MR au point que l'un et l'autre envisagent d'aller voir ailleurs en 2018 si un partenaire séduisant venait à se présenter à eux. Comment en sont-ils arrivés là ? A l'issue du scrutin de 2012, Demotte, élu bourgmestre, craignait sans doute plus de devoir cohabiter avec son colistier, Paul-Olivier Delannois, qu'avec Marghem. Cette dernière, ogre des voix de préférence sur Tournai, avait d'ailleurs endossé le rôle de Première échevine. Mais « dès qu'on est entré dans la phase opérationnelle des projets et qu'il a fallu aller les défendre devant l'opinion publique, cela a commencé à coïncider avec elle », confie un socialiste. Un autre va plus loin : « Elle peut prendre une décision au sein de la majorité et puis changer complètement d'avis au gré d'une discussion avec Pierre, Paul ou Jacques. » Côté

socialiste, les changements d'humeur de Marghem sont dorénavant perçus comme des trahisons. Les turbulences gagnent aussi le MR local dont les élus craignent plus d'une fois de subir le même sort qu'à Mons et être rejetés dans l'opposition. « Et le PS se serait allié avec qui ? », glisse-t-on dans l'entourage de Marghem sur le ton du « même pas peur ».

Mais les deux ténors ont un autre problème en commun : leur mandat ministériel les éloigne des Tournaisiens qui commencent à leur reprocher. « Marie-Christine en est consciente mais elle ne pensait pas que le dossier nucléaire s'éterniserait ainsi. Mais dès que celui-ci sera bouclé, à la fin de l'année, elle reviendra en force sur Tournai. » Pendant ce temps-là, Demotte a pris de l'avance. Depuis l'été, il bat le pavé. « Et contrairement à Marghem, il a des dossiers qu'il peut défendre. On attend toujours de voir les bénéfices de sa présence au fédéral pour la ville », ironise-t-on côté socialiste. « Elle y travaille, rétorque l'entourage de Marghem. Mais il y a une marge entre négocier entre des partenaires francophones régionaux et négocier avec des ministres N-VA sur le maintien de structures en Wallonie dans le contexte budgétaire actuel. »

A Tournai, la campagne est déjà lancée. Les sujets et les acteurs sont connus. Et Marghem et Demotte le savent : c'est peut-être un mariage de raison qui les attend en 2018.

SANDRA DURIEUX